

Contre la guerre et l'impérialisme, développer la solidarité avec l'Ukraine et un internationalisme concret !

La guerre en Ukraine est le résultat de l'impérialisme du régime russe de Poutine, déjà démontré ces dernières années, en Géorgie, en Crimée, au Donbass et en Syrie. Sa politique guerrière vise, par la violence d'État, à redessiner les frontières en Europe et se fonde dans une conception des relations internationales basée sur les seuls rapports de force, au détriment du droit international. Celui-ci ne peut être à géométrie variable. La cohérence de la dénonciation de la politique guerrière de Poutine réside dans notre capacité à dénoncer partout les remises en cause du droit international et les interventions impérialistes : de l'apartheid dont sont victimes les Palestinien·nes aux frappes saoudiennes qui accablent les civil·e·s au Yémen ou des guerres meurtrières passées de l'OTAN aux exactions de l'armée française au Mali.

Tant pour la défense du droit des peuples à disposer d'eux même que de ce point de vue, le sort de la résistance ukrainienne nous importe. Selon qu'elle soit écrasée ou pas, la situation ne sera pas la même pour éviter un monde dessiné par les rapports de force brutaux. Loin de tout campisme ou d'un atlantisme belliciste et dangereux, nous devons nous trouver concrètement aux côtés de la population ukrainienne qui résiste, comme des opposants à la guerre en Russie et en Biélorussie et des réfugié·e·s.

Cette guerre le démontre, l'internationalisme est consubstantiel à une action syndicale en prise aux enjeux du temps. C'est en tissant et renforçant nos liens avec nos camarades syndicalistes en Europe et au-delà que nous pourrons développer un mouvement contre la guerre qui allie solidarité concrète et refus des oppressions et du militarisme. En effet, la question du réarmement va devenir une question centrale : le mouvement syndical va devoir l'affronter. Le choix des gouvernements allemands et français de relancer les budgets militaires n'est pas une solution pour la paix et se fera aux dépens des nécessaires mesures sociales et environnementales.

Le SNES doit être à l'initiative pour contester le réarmement syndicalement. En développant des campagnes internationalistes contre le militarisme et pour un mouvement de masse pour la paix et la solidarité concrète, à l'instar du convoi syndical pour l'Ukraine. Le SNES doit prendre sa part à la construction d'un internationalisme en actes et y investir aussi ses forces militantes.

Françoise Lepoan, Julie Schmitt, Thomas Vescovi, Antoine Vigot, école émancipée